

1,5 € - N°56 4 juin 2015

# ANTICAPITALISTES !

Mensuel du Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde

Santé, Education, Social, Postiers...

# Convergence

# contre l'austérité et le gouvernement !

Manif de l'AP-HP à Paris - Photothèque Rouge/ JMB

**Dossier Education :**

Réforme du collège, précarité, rythmes scolaires...

**Luttes et résistances : à la Poste, dans la santé...**



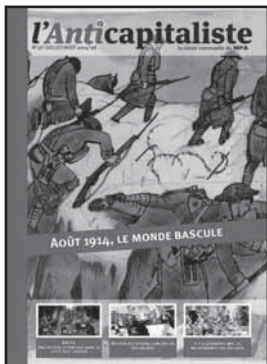
# Lisez la presse anticapitaliste

**Abonnez-vous**

**L'HEBDO**



**LE MENSUEL**



à

## L'Anticapitaliste

Notre presse a changé de nom : **Tout est à nous !** à laissé place à **L'Anticapitaliste**.

Mais les contraintes restent... C'est pourquoi le nombre d'abonné-e-s est décisif pour des journaux militants comme les nôtres qui vivent sans pub, sans subvention.

Les abonnements à l'hebdomadaire proposés (par prélèvement ou par chèque) permettent, si vous le souhaitez, de le coupler avec un abonnement à la revue mensuelle.

Les tarifs à l'hebdo seul ou à l'hebdo couplé avec la revue ont comme base les prix au numéro : 1, 2 euro pour l'hebdo et 4 euros pour la revue.

Mais il existe des formules de tarif réduit par prélèvement ou par chèque qui mettent l'hebdo à moins d'1 euro et la revue à 3 euros...

**Abonnez-vous, abonnez vos amis !**

Pour s'abonner avec paiement par chèque, reproduire et compléter le formulaire ci-dessous, ou télécharger un formulaire sur le site [www.npa2009.org](http://www.npa2009.org). Il est possible de s'abonner avec prélèvement automatique - voir sur le site.

### Paiement par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C.

Entourer la formule choisie dans le tableau ci-contre, compléter le formulaire ci-après et envoyez les avec votre chèque à :

N.S.P.A.C. - 2, rue Richard Lenoir - 93100 MONTREUIL

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Apt, Esc, Bat : \_\_\_\_\_

N° : \_\_\_\_\_ Rue : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

TARIFS DES ABONNEMENTS	France et DOM-TOM	
	6 mois	1 an
L'hebdo L'Anticapitaliste	28 €	56 €
L'hebdo et la revue mensuelle	50 €	100 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo	20 €	40 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo et la revue mensuelle	38 €	76 €
Abonnement à la revue mensuelle	22 €	44 €

## SOMMAIRE

<b>Edito</b>	<b>p.3</b>
<b>Nos vies, pas leurs profits</b>	<b>p.4-5</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Non aux suppressions d'emploi à la Poste...</li> <li>• Leader Price Cap-de-Bos : les salariés font payer le patron</li> <li>• Ford embauche (enfin, presque...)</li> <li>• Chômeurs « fraudeurs » ? interview...</li> <li>• Handicapés pas épargnés !</li> </ul>	
<b>Education</b>	<b>p.6-9</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Retrait du projet de réforme du collège !</li> <li>• Les réacs sur le pont...</li> <li>• Contre la précarité dans l'éducation, ce n'est qu'un début...</li> <li>• Réforme des rythmes scolaires en milieu rural</li> <li>• Congrès SNEIP-CGT : débats et perspectives</li> <li>• Préoccupations sociales et pédagogiques, ou « dégraisser le mammouth » ?</li> </ul>	
<b>Santé</b>	<b>p.10</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Grève pour les salaires et les conditions de travail à la clinique Bel Air</li> <li>• Hôpital Saint André, salariés en lutte pour des postes supplémentaires</li> </ul>	
<b>Ecologie</b>	<b>p. 11</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pollution au radium à Bordeaux...</li> <li>• Manifestation contre Monsanto</li> </ul>	
<b>Politique locale</b>	<b>p.12-13</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Juppé, « meilleur barrage contre le FN » ?</li> <li>• Talence, contre l'impôt stationnement</li> <li>• SNCF : halte à la casse !</li> <li>• Nouveau stade : carton rouge !</li> <li>• Rafale, la course à la guerre</li> </ul>	
<b>Débattre</b>	<b>p.14-15</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Fête de Lutte ouvrière 2015 à Presles</li> <li>• Réunions-débat du NPA</li> </ul>	
<b>A Voir</b>	<b>p.16</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>La loi du marché</i>, de Stéphane Brizé</li> </ul>	

**Abonnez-vous**

### ANTICAPITALISTES !

CPPA : 1014 P 11511

Directeur de publication : François Minvielle  
NPA33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 BORDEAUX  
07 83 64 43 49

Imprimerie : Copy Média  
23 rue Francisco Ferrer - 33700 Mérignac

## à ANTICAPITALISTES ! le mensuel du NPA 33

Tarifs d'abonnement : 15 € (10 n° auprès des comités)  
20 € (10 n° + frais d'envoi postal)  
30 € (10 n°, tarif «soutien» avec envoi postal)

Par chèque à l'ordre de Monica Casanova, en précisant :

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_ E-mail : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

# Santé, Education, Social...

## Convergences contre l'austérité et le gouvernement !

« Éboueurs, cantines, postiers, train, tram et bus : la grève s'installe à Bordeaux » titrait le site du journal *Sud Ouest* le 29 mai au soir. Ce même jour également, le personnel de la réanimation de Saint-André, en grève depuis un mois, manifestait devant la mairie et celui des blocs opératoires de la clinique Bel Air en était à son quatrième jour de grève (cf page 10). Quelques jours plus tôt, c'étaient les précaires de l'Education qui exigeaient leur dû devant le rectorat et la veille les personnels des collèges manifestaient contre une nouvelle étape de la casse de l'Education (pages 6 à 9) ! Partout, c'est le refus d'une même politique d'austérité et de reculs sociaux.

Le personnel de l'AP-HP (Assistance publique - Hôpitaux de Paris) se bat depuis le 21 mai contre le plan Hirsch (ancien du gouvernement de Sarkozy nommé par Hollande directeur de l'AP-HP), qui veut « économiser » 20 millions d'euros par an en supprimant des jours de RTT. Les 21 et 28 mai, 8000 hospitaliers sont descendus dans la rue et sous les fenêtres de la ministre de la Santé pour dire leur refus de l'austérité, du manque de personnel, des heures supplémentaires, du rappel sur les jours de repos, et exiger le retrait du plan « *ni négociable, ni amendable* » ! La grève et les initiatives continuent et une manifestation s'organise pour le 11 juin jusqu'à l'Élysée. Et dans nombre de villes, des militants discutent de faire de ce 11 juin une journée nationale de lutte dans les hôpitaux.

L'AP-HP compte 75 000 salariés : leur lutte a de fait un écho national. La perspective d'une convergence, qui est portée

depuis des mois par quelques équipes militantes SUD et CGT de la « *convergence des hôpitaux en lutte* », semble aujourd'hui plus crédible, à portée de main pour un certain nombre de militants de la Santé. D'autant qu'une autre date est déjà annoncée : le 25 juin, les fédérations CGT, FO et SUD de la Santé et du Secteur Social appellent l'ensemble des salariés de ces branches à la grève contre les plans d'économies et la remise en cause des droits et des conventions collectives.

De leur côté, après quelques hésitations, les syndicats de l'Education Snes-FSU, Snep, FO, CGT et SUD ont appelé à une nouvelle journée de grève contre la réforme du collège... le 11 juin également.

Même si ces appels sont initialement faits à minima, si ce sont les équipes à la base qui tirent et poussent, et si à quelques semaines du début des

congés d'été, le gouvernement espère que les choses n'aillent pas trop loin, tout reste possible.

Les colères sont en train de s'aggraver, chaque nouvelle bagarre est un encouragement pour tous pour contester l'austérité et les attaques du gouvernement et du patronat. Malgré la passivité des principales directions syndicales, leur attitude face au gouvernement, refusant de donner une suite au 9 avril avant le mois de septembre (!), malgré les difficultés, la révolte s'exprime et les semaines avant les congés d'été vont permettre aux équipes militantes de préparer la suite pour faire échec aux plans d'austérité des Hirsch, Touraine, Vallaud-Belkacem, Valls ou Gattaz... « *ni négociables, ni amendables* » !



# Nos vies, pas leurs profits

## Non aux suppressions d'emplois à la Poste de Lormont et de Bordeaux Docks !

La ville de Lormont s'étendant de plus en plus, il y a de plus en plus de courrier à distribuer. La Direction de la Poste, dans une logique toute rentable, veut maintenant réorganiser la distribution en supprimant 3 à 4 tournées-facteurs, ce qui entraînera la disparition de 5 à 7 emplois à 35h.

Les facteurs ont alerté les élus locaux en mars, puis en avril sur la réorganisation du site de Lormont pour septembre 2015.

Ils ont démarré une grève pour la première fois commune avec un autre centre de tri postal, celui de Bordeaux Docks, le 26 mai, grève qui se poursuivait le 29 mai, les deux sites ayant la même Direction et des problématiques similaires.

Comme ils l'ont expliqué à la Mairie de Lormont qui les a reçus, cette réorganisation signifie que de plus en plus d'habitants ne vont plus recevoir leur courrier régulièrement, ce qui a déjà occasionné des plaintes auprès de la mairie. En effet, la Direction organise la pénurie et décide même de ne pas assurer telle ou telle tournée. Depuis le début de l'année (compte arrêté au 30 mars), ce sont bien 30 tournées qui n'ont pas été assurées, faute de personnel.

Si les facteurs sont moins nombreux et la masse de courrier plus importante, les tournées sont réparties entre moins d'agents, ce qui alourdit leur charge de travail et leurs difficultés. Cela les oblige par exemple à faire plus d'heures sup non payées pour finir leur tournée. Les accidents et les arrêts maladie sont en forte augmentation.

Tout le monde a le droit au Service Public postal tous les jours, dans toutes les communes ! Comme le disent les facteurs, il n'y a pas dans les quartiers populaires de Bacalan et les Aubiers desservis par Bordeaux Docks, ni à Lormont, de « sous-usagers » !

Contre cette grave atteinte au service public, pour des conditions de travail dignes pour les facteurs, les agents des deux sites sont très mobilisés. Ils ont distribué des tracts demandant à la population d'interpeller les directeurs locaux de la Poste avec leurs mails et numéros de téléphone, ce qui les a rendus furieux ! Malgré les tentatives de division de la Direction entre les deux sites, ils restent déterminés et unis.

*Correspondance*



### Leader Price Pessac : les salariés ont fait payer leur patron

Par leur mobilisation (voir numéros précédents), les salariés de Leader Price ont obligé l'inspection du travail à intervenir et à demander des comptes au patron. Le 5 mai, face à la médiatisation gagnée par leur bagarre, la direction a cédé. Les salariés, qui ne voulaient plus revenir dans le magasin, ont pu obtenir dans leur rupture conventionnelle la prise en compte et le paiement de toutes les heures supplémentaires, des repos compensateurs et la requalification des CDD en CDI, en plus de leurs indemnités.

Face à l'offensive des patrons et du gouvernement, leur bagarre vient rappeler que par nos luttes, par le rapport de force et la solidarité, on peut changer les choses !

### Ford embauche (enfin presque !)

Sur FAI, nous avons vu arriver avec plaisir quelques dizaines de nouveaux salariés, en intérim cependant.

En effet, malgré toutes les salades qu'a racontées la direction mois après mois sur le fait que nous étions trop nombreux, qu'il n'y avait pas de travail pour tous, qu'il fallait partir travailler sur GFT (l'usine voisine), etc, les faits sont têtus, et le manque de personnel est criant.

Du coup, voilà des salariés pour palier le manque de personnel et soulager le travail. Ceci-dit, il faudrait du monde dans beaucoup de secteurs, sur la chaîne, au TTH par exemple, pas seulement au DCT.

Il en a fallu des batailles pour que le manque de personnel soit reconnu, quelques débrayages, des enquêtes du CHS CT, des CE extraordinaires, quelques actions en justice... Bref, la direction n'a pas lâché de bon cœur !

Il reste une étape encore, c'est l'embauche en CDI !

Les patrons voudraient imposer la précarité, pour ses profits, nous nous voulons défendre le CDI.

*Extrait du Maillon déchainé du 22 mai, feuille d'entreprise du NPA diffusée sur les deux usines Ford à Blanquefort*

## Interview

**Militant à A.C ! Gironde, Jacques a répondu à nos questions sur le contrôle des chômeurs.**

### Ce contrôle des chômeurs, c'est quoi ?

Dès cet été, Pôle emploi met en place 200 postes de conseillers spécialisés pour « renforcer le contrôle des chômeurs » considérés comme « fraudeurs » en puissance ! Il y avait du contrôle déjà, une part du travail des agents de Pôle emploi, mais là il s'agit d'un corps spécialisé dont le but est de traquer le chômeur fautif, de radier, ce dont bien sûr se défendent Pôle emploi et le gouvernement ! C'est la généralisation d'un essai dans 3 régions pendant plusieurs mois qui a donné 15 % de radiations en plus, temporaires ou pas. Ce gouvernement est tellement obsédé par la baisse (pas du chômage que toute sa politique augmente) du chiffre mensuel !

### La réalité des chiffres du chômage ?

Il y a 5,5 millions de chômeurs et... 320 000 offres d'emplois, la plupart précaires, sur le site de Pôle emploi ! Voilà la réalité, brutale et incontestable. Quant à la « fraude » qui serait si importante, elle représente 0,3 % des 30 milliards d'allocations versées et concerne 0,003 % des chômeurs indemnisés ! En parallèle, la fraude aux cotisations sociales des entreprises est estimée autour de 20 milliards d'euros et l'évasion fiscale représente une perte pour l'Etat de 50 à 80 milliards.

### Cette offensive contre les chômeurs, une vieille recette ?

En effet, en 1970 le gouvernement Barre recherchait les « faux chômeurs », en 1991 le ministre Charasse parlait des « 700 000 faux chômeurs » et plus récemment Wauquiez parlait de l'assistantat comme d'un « cancer de la société » ! Et maintenant c'est le ministre Rebsamen disant qu'il faut « vérifier que les gens cherchent bien un emploi » et « qu'il y ait à un moment une sanction ».

Outre les radiations, il s'agit d'augmenter la pression sur l'ensemble des chômeurs pour aussi faire accepter n'importe quel sale boulot.

A A.C ! Gironde, avec l'ensemble des associations de lutte contre le chômage et la précarité, nous dénonçons cette nouvelle attaque insupportable contre celles et ceux qui subissent déjà de plein fouet les dégâts de ce système complètement fou !

## Handicapés pas épargnés !

Après mai 2014 et février 2015, ce mercredi 27 mai une nouvelle manifestation avait lieu dans tout le pays à l'appel d'un collectif regroupant plusieurs dizaines d'associations de personnes en état de handicap pour exiger encore ce droit élémentaire à l'accessibilité.

La loi du 11 février 2005 prévoyait la mise en accessibilité de tous les « établissements recevant du public » pour janvier 2015. En septembre 2014, le gouvernement accorde un délai supplémentaire de 3 à 9 ans. Le 27 février 2015, une ordonnance du gouvernement fixait l'« agenda d'accessibilité programmée » (Ad'AP) permettant de reculer jusqu'à 10 ans la mise en conformité. Le projet de loi de ratification passe le 2 juin au Sénat d'où cette mobilisation contre « cette ordonnance... et ses textes d'applications catastrophiques qui annihilent une grande partie des objectifs initiaux de la loi de 2005... Ce texte est un retour en arrière de 40 ans ! » comme dit le collectif (<http://collectifpournefranceaccessible.blogspot-apf>).

Nous étions plusieurs dizaines à manifester entre la mairie et la préfecture, entre colère et amertume, scandant « 2005 c'est l'espoir, 2015 c'est la colère », « liberté ! égalité ! donnez-nous l'accessibilité »...

Pas d'accessibilité à la préfecture en tout cas, bien protégée par le dispositif habituel barrières-flics, nous laissant en plein soleil sur la route pendant qu'une délégation était reçue par une secrétaire qui a écouté, gentiment, mais qui n'y peut rien et fera remonter plus haut, etc.

Et dire qu'il ne s'agit que d'un des problèmes auxquels sont confrontés les handicapé(e)s ! L'inaccessibilité, c'est pour tout : l'école, le travail, le revenu, une place pleine et entière dans tous les domaines de la société que nous continuerons à exiger et qu'il faudra bien imposer !

Jacques Raimbault



## 15 %, ça nous va !

15 %, c'est l'augmentation du dividende de l'action Téléperformance que vient de voter le 7 mai l'assemblée générale des actionnaires. Nous aussi on pourrait se réunir en assemblée générale des salariés et voter 15% d'augmentation pour nos salaires. Après tout, c'est nous qui faisons tourner la boîte.

Après, c'est juste une idée... pour l'instant.

Extrait de la feuille d'entreprise NPA diffusée en mai sur le site de Téléperformance Bordeaux

## Retrait du projet de réforme du collège !

C'était le mot d'ordre de l'intersyndicale nationale FSU-CGT-Solidaires-FO-Snalc appelant mardi 19 mai à une journée de grève et de manifestation.

A Bordeaux, un bon millier de profs en colère ont manifesté de la place de la Comédie jusqu'au Rectorat. D'après les syndicats, plus de 50% étaient en grève, déterminés à faire reculer le gouvernement. Affichant un mépris infailible, le gouvernement s'est empressé de publier les décrets d'application dès le lendemain de cette journée d'action. Circulez, y a rien à voir !

### Fin du collège unique

Ce projet, voté par le MEDEF et 2 syndicats minoritaires (UNSA et CFDT), veut transformer profondément le collège et plus généralement tout le système éducatif. Pour les élèves, rien n'est prévu pour faire face à la difficulté scolaire : en fait, les heures enseignées par matières vont baisser, les dispositifs dits d'accompagnement, soi-disant pour apprendre aux élèves les méthodes, se feront en classe entière, les enseignements interdisciplinaires prônés pour « *lutter contre l'ennui des collégiens* » ne sont que de la poudre aux yeux si aucun temps de concertation ni de formation ne sont prévus entre les équipes et s'il n'est même pas envisagé de co-intervention des enseignants dans les classes. Au niveau des profs, les conditions de travail vont se dégrader considérablement : empilement des réunions, classes surchargées, mise en concurrence des collègues entre eux, collègues soumis à de nouvelles hiérarchies avec la désignation par le chef de super-profs

coordonnateurs. Quant au système éducatif, les retombées seront très graves : c'est une attaque en règle contre le « collège unique », qui dispensait un enseignement commun à tous les jeunes, car, sous prétexte de viser à plus d'égalité, on autorise chaque collège à gérer comme il veut 20 % du temps d'enseignement ; et c'est aussi un coup terrible pour le service public d'éducation et pour l'égalité d'accès et de traitement des élèves sur le territoire. Cette réforme fait exploser le cadre national de référence (les horaires, les contenus, le fonctionnement des établissements, tout sort du cadre national) et installe, de fait une inégalité généralisée (d'une classe à l'autre, d'un collège à l'autre).

### Quelles résistances ?

La journée du 19 mai a été une réussite. A la fin de la manif de Bordeaux, beaucoup de manifestants en attente des suites sont restés à l'écoute des interventions. Dommage qu'il n'y ait pas eu d'AG pour envisager les actions futures et permettre de revenir dans les établissements avec des perspectives coordonnées.

L'intersyndicale nationale a refusé de discuter avec le ministère des modalités d'application de la réforme et réaffirme sa volonté que le décret paru le 20 mai soit abrogé. Elle décide de boycotter le Comité Technique Ministériel du 27 mai et le Conseil Supérieur de l'Éducation du 28 mai. C'est bien, mais il faut aussi stopper tout « dialogue social » qui entérine

les « contre-réformes ». Comment ne pas voir que cette réforme de l'organisation du collège est étroitement liée à celle de son contenu et donc des programmes ? Refuser le simulacre de concertation sur les programmes, c'est refuser de cautionner la mise en place de l'autonomie, du socle commun des compétences (pour évaluer l'employabilité, comme le réclame depuis longtemps l'OCDE dans le cadre de son projet d'école libérale).

Beaucoup d'AG de grévistes s'étaient prononcées pour qu'il y ait une journée de grève nationale contre la réforme du collège au plus tard la première semaine de juin... Face à ce gouvernement réactionnaire, une ou deux journées de grève ne suffiront pas. Les travailleurs de l'EN doivent s'approprier et préparer l'appel de l'intersyndicale nationale à la grève du 11 juin. Il faut poser les conditions du développement du rapport de force (extension vers les autres secteurs de l'EN, grèves reconductibles, etc.) pour imposer une politique qui réponde aux besoins, en termes de moyens et de pédagogies, permettant la construction collective d'une culture commune en rupture avec la vision élitiste de l'école.

*Patrick Chaudon et Franck Dole*



### Les réacs sur le pont pour défendre leur collège idéal !

Parmi les opposants à la réforme du collège, on trouve pas mal de réacs très éloignés du combat des enseignants pour l'égalité. Ainsi Bruno Lemaire, qui mène la contestation à droite, multiplie les propositions concrètes sur ce que serait son collège idéal : rassembler en un seul corps tous les enseignants du CP à la 3<sup>ème</sup> en imposant leur polyvalence et leur recrutement local par les chefs d'établissement ; construire un collège non pas « unique » mais « diversifié », avec des options prises dès la 6<sup>ème</sup>. Ou encore le FN qui propose de créer 2 collèges, général et professionnel. Pour tous ces réacs, il faudrait revenir à une époque où les études longues étaient réservées aux enfants de la bourgeoisie, en finir avec ce que la droite n'a jamais digéré, à savoir la possibilité pour toute une classe d'âge de recevoir un enseignement général jusqu'à 16 ans. Ce n'est donc pas l'autonomie des établissements qui leur pose problème, c'est plutôt qu'on ne va pas assez loin dans ce sens !

## Contre la précarité dans l'éducation, ce n'est qu'un début...

Le mercredi 20 mai, près d'une centaine de personnes se sont rassemblées devant le Rectorat de Bordeaux pour dire STOP à la précarité dans l'éducation. Rien qu'en Gironde, cela représente plus de 1500 personnes. Malgré l'utilité et la qualité de nos tâches reconnues par tous, parents d'élèves, professeurs, directeurs et même par l'administration, nous subissons une injustice sociale.

### Nos salaires sont misérables

Nous gagnons en moyenne 630 €, soit environ 300 € sous le seuil de pauvreté. La plupart d'entre nous ne s'en sortent qu'en faisant appel aux associations caritatives et aux colis alimentaires. Nous sommes des travailleurs pauvres.

### Nos contrats sont pourris

Ils durent deux ans. Les perspectives de pouvoir continuer notre métier sont très infimes car il existe très très peu de contrats publics. Si, par grande chance, vous avez accès à ce sésame, il faut attendre encore 6 ans dans ces mêmes conditions avant d'éventuellement pouvoir prétendre à un rarissime CDI. Il ne faut pas croire que nos souffrances s'achèvent là car 90 % de ces contrats sont des mi-temps. Notre seule perspective est d'être un précaire pauvre à vie.

### Nos conditions de travail sont très dures.

Nos horaires sont imposés, la quasi-totalité de nos contrats sont bloqués à 20 heures.

Nous n'avons quasiment aucune formation (voir dans les numéros précédents). Nous devons nous débrouiller seuls. Pire, une fois que nous avons enfin réussi à mettre en place un protocole efficace de travail après des heures et des heures de tâtonnement et de travail d'équipe, il arrive que le rectorat décide sans aucune raison de nous changer d'élèves ou d'école. Comme aucun dispositif de liaison n'existe, les élèves en pâtissent très fortement.

Cependant, depuis trois mois, des précaires ont décidé de s'organiser dans le département. Le collectif CGT Educ'Action EVS-AVS-AESH 33 s'est ainsi créé puis une intersyndicale avec le SNUIPP/FSU et le SGEN. Notre première décision fut de proposer un mercredi de la colère. Notre objectif était triple : dénoncer nos situations misérables, proposer des solutions dignes pour tous puis défendre les 40 collègues menacés de fin de contrat au 3 juillet. Le Jour J, notre objectif de 50 personnes est largement dépassé. Le rassemblement commença avec les paroles énergiques et combattantes des syndicats et d'AC gironde ! Une délégation a ensuite été reçue. Un membre du Rectorat s'est plaint d'être menacé par un



« couteau sous la gorge » quand nous avons exigé des nouveaux contrats pour les 40 camarades. Quelle honte !!! La vraie agression, c'est l'agression sociale que représente une fin de contrat. Nous avons fini le rassemblement en assemblée où la délégation a fait son bilan. 30 personnes bénéficient d'une prolongation de contrat. 10 personnes sont toujours menacées. Des recours seront lancés. Toute l'assemblée fut d'accord pour retourner au plus vite au Rectorat si les AVS ou EVS en danger n'obtiennent pas satisfaction... Continuons le combat !

Bixente

### Coordination nationale pour les A.V.S et pour les E.V.S. : une première !

Lors du dernier week-end de mai, 5 collectifs de précaires de l'éducation nationale se sont réunis à Bordeaux. Depuis la création de ces postes en 2005, c'est une première. Les camarades toulousains, les parisiens, les basques, les nantais et les girondins ont échangé ainsi leur histoire, leur réalité, leur lutte et leur espoir. Même si nous venons d'univers parfois très différents et si nos pratiques militantes peuvent diverger, force fut de constater que tout d'abord nous désirions dénoncer de toutes nos forces les injustices quotidiennes que nous subissons en tant que précaires pauvres de l'éducation nationale. Puis, nous nous sommes accordés pour créer une coordination nationale pour organiser la riposte. Pour cela, nous avons rédigé un appel à rassemblement devant les Rectorats pour le 17 juin prochain. Nous y défendrons la titularisation sans condition de l'ensemble des personnels précarisés, la création de métiers statutaires de la fonction publique pour toutes ces missions et toutes les personnes menacées de licenciement. Cette première action collective nous permettra de construire une prochaine rentrée de lutte, que nous souhaitons victorieuse socialement.

## Conséquences de la réforme des rythmes scolaires en milieu rural

Depuis cette rentrée 2014, les communes sont dans l'obligation d'aménager le temps (péri)scolaire. Deux communes d'un même RPI (regroupement pédagogique intercommunal) du Lussacais, secteur rural qui sortira de l'éducation prioritaire à la prochaine rentrée, ont fait des choix différents, dans le même cadre d'un budget contraint.

Pour la première, les activités périscolaires ont été confiées aux ATSEM de l'école qui sont passées ainsi à temps complet, 35h00, très annualisées. Si leur pouvoir d'achat a augmenté, leurs conditions de travail se sont dégradées. Elles enchaînent en effet à partir de 7h30 la garderie du matin, la présence en classe, les « TAP » (temps d'activités périscolaires) et la garderie du soir jusqu'à 18h30... avec une petite pause en milieu de journée. Et tout ça sans temps de préparation pour les activités périscolaires. Si une intervenante musique est présente une fois par semaine, c'est en fait la continuité de ce qui existait les années précédentes sur le temps de garderie et aucun emploi n'a été créé. Pour les enfants, les activités proposées leur sont adaptées, mais cela tient aux compétences et à l'engagement des ATSEM. Par contre, l'extrême majorité d'entre eux passe aujourd'hui plus de temps « à l'école ». On est loin de l'intérêt des rythmes de l'enfant dans cette réforme, sans parler des conséquences sur la construction des repères des élèves. Que représentent les apprentissages pour eux quand ils passent de la classe au temps périscolaire dans un même lieu, souvent avec le même matériel et des personnels qui changent de fonction... ?

La deuxième commune s'est portée sur l'aménagement Harmon, c'est-à-dire libérer du temps de classe un après-midi... loin de la préoccupation du rythme des enfants, la commune a trouvé cette solution pour proposer des activités. La grande majorité des enfants passe plus de temps dans les locaux de l'école et reste aux « TAP » le vendredi après-midi. Les intervenants, pour la plupart d'entre eux, sont des bénévoles, parents ou élus de la commune. Si certains mettent à disposition leurs compétences professionnelles, aucun n'est formé à l'animation et à l'accueil de jeunes enfants. Difficulté dans la gestion des groupes, abandon en cours d'année, règles de vie collective qui volent en éclats... là encore la construction des repères pour les enfants est bien mise à mal.

Au-delà de la dégradation des conditions de travail des personnels, cette réforme sera lourde de conséquence les années à venir sur des enfants qui sont en construction et qui ont de plus en plus de difficultés à trouver leur place à l'école.

L'inégalité entre les écoles en fonction des moyens et des territoires est en marche, vers une école à plusieurs vitesses, vidée de ses objectifs éducatifs au profit du périscolaire, une école malmenée par toutes les réformes rétrogrades de ces dernières années.

*Correspondante*

---

## Congrès du SNEIP-CGT : des débats et de nouvelles perspectives

Nous étions une centaine de congressistes représentant 1700 enseignants du privé et personnels de droit privé travaillant dans ces établissements (employés administratifs et de ménage, surveillants...) réunis du 19 au 22 mai à Guidel en Bretagne.

Ce Congrès devait adopter un texte revendicatif pour la période actuelle. Et décider de son intégration à la CGT Educ'Action, syndicat des enseignants du public avec lequel des discussions sont engagées depuis des années. L'intégration de notre syndicat avait déjà été votée l'an dernier à 57% des voix par la CGT Educ'action.

Le ton des interventions était combattiv, pour un syndicalisme lutte de classe,

pour un grand service public de l'Education gratuit et laïc dans lequel l'ensemble des personnels seraient unis et pas en concurrence face à l'austérité.

Nous avons ouvert une discussion à partir d'une contribution votée dans notre Académie désignant le gouvernement Hollande comme notre adversaire, insistant sur le rapport de forces à construire par les luttes, rappelant que la « crise Lepaon » était un révélateur du manque de démocratie dans le syndicat.

Nous avons aussi apporté des amendements au texte revendicatif, comme les 1700 € net pour tous, l'abandon des rythmes scolaires. Nous avons été à l'initiative d'un appel du Congrès à

l'abrogation de la réforme du collège.

Invitée, l'association Visa a dénoncé la récupération de la laïcité par l'extrême-droite. Un débat a été ouvert sur la laïcité que nous voulons, celle institutionnelle de l'Etat, ou une laïcité d'émancipation, par delà la morale bourgeoise et son ordre républicain.

Après 4 jours de travaux respectueux des opinions de chacun-e, l'intégration à la CGT Educ'action a été votée avec 59 % des voix. Une nouvelle équipe de direction rajeunie, comprenant aussi des camarades opposés à l'intégration, a été élue. Du travail en perspective !

*Correspondant-e-s*

## Préoccupations sociales et pédagogiques ou « dégraisser le mammouth » ?

La réforme du collège de Najat Vallaud-Belkacem est la dernière d'une longue série qui, de ministre en ministre, n'a cessé de s'attaquer, secteur par secteur, au service public de l'Education, déclenchant des oppositions plus ou moins fortes. Certaines ont contraint les ministres qui les portaient à remballer leurs réformes, voire à démissionner, comme ce fut le cas, en 2000, d'Allègre, l'homme qui voulait « dégraisser le mammouth ».

Allègre, avec sa formule cynique, avait le mérite d'éclairer le véritable objectif de toutes ces réformes : diminuer les effectifs de personnels, enseignants et autres.

Ses prédécesseurs et successeurs sont, eux, plus hypocrites. Ils justifient leurs réformes en avançant des arguments du genre : « trop d'élèves quittent un cycle sans avoir acquis les connaissances du niveau » - « les élèves s'ennuient au collège » - « les formations sont inadaptées aux attentes du milieu professionnel » - « l'école de la République, qui se veut celle de l'égalité des chances, ne remplit pas son rôle et entretient les inégalités sociales » - « l'ascenseur social est en panne »...

Ce faisant, ils ne font que décrire une situation bien réelle et préoccupante du système d'Education, qui exige, effectivement, des réformes profondes. Sauf que les réformes qui sont réellement mises en œuvre depuis des dizaines d'années ne font qu'aggraver la situation et sont pour une forte part responsables de la dégradation catastrophique qu'elles prétendaient combattre.

L'autonomie de plus en plus grande donnée aux directions d'établissements pour soi-disant permettre aux équipes pédagogiques de mieux s'adapter aux besoins des populations ne fait qu'accroître la concurrence entre établissements et aggrave les inégalités, instaurant de fait, une école à deux vitesses, écoles publiques de prestige ou privées pour les plus riches, école au rabais, devant se contenter de fonctionner avec les moyens du bord pour les classes populaires.

Quant aux modifications de programme, elles se traduisent systématiquement par la suppression d'heures de formation disciplinaires, remplacées par d'autres formes de formation réputées plus adaptées aux besoins des élèves... mais sans les moyens pour assurer ce type de formation dans de bonnes

conditions. Ce qui reste au bout du compte, c'est la baisse des horaires disciplinaires.

L'exemple le plus spectaculaire en est celui qui a frappé, depuis les années 1990, l'enseignement professionnel : sous couvert d'efficacité et de lien avec le monde du travail, instauration d'une forte alternance, les élèves passant désormais plusieurs semaines en entreprise au détriment de l'enseignement théorique et pratique dispensé dans les lycées ; baisse concomitante des horaires hebdomadaires d'enseignement pratique (quasiment de moitié dans les bac pro) ; et avec la

suppression des BEP en deux ans, c'est carrément une année qui a disparu pour les bac pro qui sont passés de 4 à 3 ans.

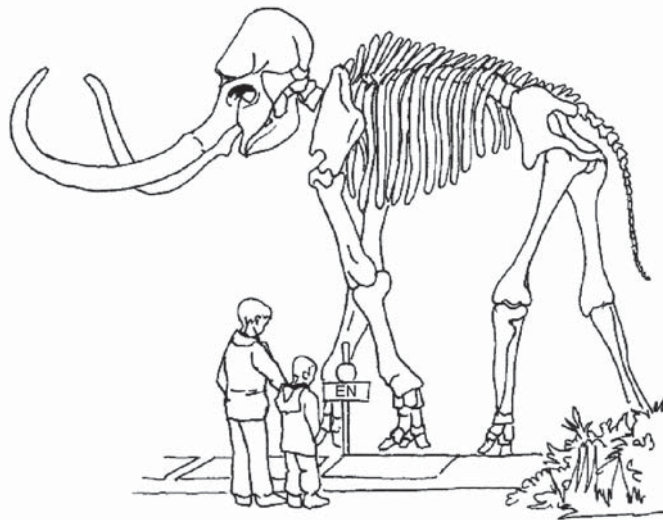
Cette logique est à l'œuvre partout. Avec la même conséquence, qui n'a rien de surprenant : la baisse des moyens de formation s'accompagne du résultat inverse de ce qui était avancé pour tenter de justifier la réforme. La même rhétorique hypocrite y répond : sous les meilleurs prétextes sociaux et

pédagogiques possibles, bien évidemment, il faut, de nouveau, « réformer l'école »...

Au moment où Hollande, Valls et Vallaud-Belkacem s'en prennent au collège, sortant le décret d'application de leur loi en urgence pour tenter de désarmer la contestation, rappelons-nous que, dans l'histoire récente, la dernière victoire sociale imposant le retrait d'une loi déjà votée avait été remportée par les étudiants et lycéens qui avaient contraint le gouvernement Villepin, en 2006, à remballer son CPE. Ils avaient su sortir de l'isolement, associer à leur combat de larges franges de la population.

Derrière chaque attaque spécifique et catégorielle du service public d'Education, c'est l'ensemble de la population laborieuse qui est visée. Et c'est tous ensemble qu'il faut mettre un terme à cette fuite en avant destructrice : retrait de la réforme Vallaud-Belkacem !

Daniel Minvielle



## Clinique Bel Air :

### grève pour les conditions de travail et les salaires

Les salariés (IDE-AS) du bloc opératoire de la clinique Bel Air se sont mis en grève le 26 mai pour, entre autres, de meilleures conditions de travail, préserver le déclenchement du paiement des astreintes lorsque le programme opératoire se prolonge, que la direction voulait remettre en question (ce fut l'élément déclencheur), un planning de 12 heures payées 12 heures (au lieu de 11h30 payées 11 heures aujourd'hui), une prime de Bloc de 150 € bruts au lieu de 30 € en ce moment...

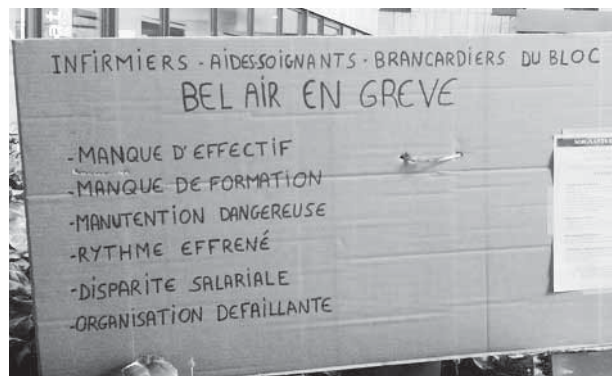
Depuis l'ouverture de la nouvelle clinique Bel Air, soit un an et demi, ils essaient de dialoguer avec la direction. Des réunions ont lieu, mais rien de bien concret n'en ressort. Face à l'obstination de la direction de revenir sur l'« usage » du paiement des astreintes, ils ont décidé de se mettre en grève. Dès le 2<sup>ème</sup> jour, les salariés de la salle de Réveil les ont rejoints : les brancardiers sont aussi de la partie. Pendant leur mouvement, ils se sont adressés aux collègues des autres services afin qu'ils les rejoignent.

Enchaînant les réunions avec les grévistes, la direction a invoqué le déficit actuel de la clinique de 500 000 € pour refuser la prime.

Les salariés rétorquaient qu'ils n'étaient pas responsables de la gestion de l'établissement, et contestent le fait que tous travaillent dans le même Groupe Bordeaux Nord (GBNA), sans

avoir le même salaire. Il faut savoir que les salaires à Bel Air sont bien moins élevés (de 250 € pour une infirmière) qu'à la clinique Bordeaux Nord. Or, GBNA a fait un bénéfice global de plus de 3 millions d'€ en 2014, largement de quoi satisfaire les revendications.

Mais la direction a préféré perdre au total 400 000 € (l'équivalent de l'activité de 4 jours au bloc), plutôt que d'accorder cette prime pour tous les salariés en grève (environ 100 000 € par an) : une position de principe, craignant que cette grève ne fasse boule de neige dans les autres cliniques du Groupe en négociations salariales aussi. En effet, les salariés et militants CGT de la clinique Bordeaux Nord et de Rive Droite sont venus les soutenir.



Après 4 jours de grève, les salariés ont fini par obtenir le paiement des astreintes, un planning de 12 heures payées 12 avec la création de 1,4 poste en équivalent temps plein, une revalorisation des salaires « lorsque les résultats économiques le permettront »... Une promesse qui n'est pas tombée dans l'oreille d'un sourd. Cette grève était pour la plupart des salariés la première. De nouveaux liens se sont tissés, entre eux, avec les sa-

lariés des autres cliniques du Groupe. Essentiel pour la suite !

*Correspondants*

## Hôpital Saint André à Bordeaux :

### salariés en lutte pour des postes supplémentaires

Les salariés de l'unité de réanimation médicale sont en grève depuis plus le 28 avril. Ils luttent pour du personnel supplémentaire. La direction leur a en effet annoncé qu'ils devront travailler 3 weekends sur 4 cet été au lieu de 2 comme le prévoit la loi.

Déjà, tout au long de l'année, les salariés s'auto remplacent lorsque des collègues sont malades. Cette annonce a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Ils refusent cette mesure qui va aggraver des conditions de travail déjà difficiles, générer un épuisement professionnel supplémentaire et avoir un impact sur la vie personnelle.

Ils se mobilisent tous les jours pour faire connaître leur mouvement auprès des patients, des familles, mais aussi des collègues des autres services qui subissent les mêmes conditions

de travail : rassemblements tous les jours dans le hall ; vendredi 29 mai, ils étaient sur la Place Pey Berland pour faire signer une pétition de soutien.

Convaincus que l'union fait la force, ils défendent l'idée que c'est le moment de s'y mettre tous.

Après des semaines de discussions, la seule solution proposée par la direction est de fermer ou rouvrir les lits en fonction des effectifs, faisant fi des besoins de la population, une solution non satisfaisante pour les soignants. Elle exerce aussi sa pression pour faire reprendre le travail. Mais sans succès !

Les salariés maintiennent leurs revendications de ne travailler qu'un weekend sur deux, l'amélioration de leurs conditions de travail, le respect de leur vie privée. A suivre...

*Correspondants*

## Pollution au radium à Bordeaux sur un ancien site industriel... futur groupe scolaire

Le 27 mars, la presse a annoncé une pollution au radium 226 sur un terrain destiné à la construction d'une crèche et d'un groupe scolaire dans le quartier des Bassins à flots. En fait, personne n'a recherché cette pollution, elle a été révélée par la radioactivité des terres évacuées lors des travaux de terrassement préparatoires et c'est dans la zone de déchargement des camions que les compteurs qui mesurent les rayonnements radioactifs ont détecté la pollution !

La Mairie de Bordeaux, propriétaire des terrains, a reconnu après les premières analyses, « *des débits de doses radiologiques significatifs* ». Mais l'Autorité de Sûreté Nucléaire a très vite émis un avis disant : « *pas de risque sanitaire pour les riverains à partir des radioéléments inhalés* ». Les travaux ont été suspendus et le site de nouveau recouvert de terre.

Premier constat : peut-être que la pollution aérienne est faible pour les riverains mais les travailleurs qui ont participé aux travaux ont eux, c'est sûr, inhalé des particules radioactives en quantités conséquentes.

Deuxième constat : le projet de construction destiné à des enfants débutait tranquillement sur un site pollué. Une faïencerie et une verrerie, activités qui utilisaient le radium, occupaient le site. Cette matière radioactive met des millénaires pour se dégrader. Elle constituait une pollution ancienne des sols mais aussi de la nappe phréatique très proche de la surface, qualifiée « *d'affleurante* » par les hydrogéologues, et aussi

des végétaux car le radium s'hydrate, donne des sels que les plantes absorbent, concentrent et gardent pendant plusieurs décennies... Les riverains ont vécu et vivent avec une matière radioactive dans leur environnement, ils sont en présence d'un radium, reliquat d'une activité industrielle, qui est à des doses qui n'ont rien à voir avec les doses naturelles. Le site pollué a été laissé en l'état, après l'arrêt de l'activité, avant d'être choisi, sans analyses préalables pour ce nouveau projet de construction.

Cette zone qui est actuellement le centre d'un grand projet immobilier, correspond, pour l'essentiel, à de vieilles friches industrielles. La pollution au radium révélée ces jours derniers n'est qu'une des pollutions possibles de ces anciens lieux de productions : le mercure, l'arsenic, le plomb, les hydrocarbures... éléments non radioactifs ne produisant pas de rayonnements, sont encore plus dissimulables... surtout si on ne les cherche pas ! Sur l'état de ces anciens lieux de production, l'opacité est la règle. La loi pollueur/payeur déjà globalement peu respectée ne s'applique pas. C'est simple, la pollution n'est pas recherchée. Pour les promoteurs, il s'agit d'occuper au maximum la zone, rapidement, sans se poser le problème de la nécessaire dépollution des sites, suivant la loi du profit maximum. Ils sont aidés par le silence et l'inertie des services de la Mairie (ou bien de l'Etat). Bilan de cette histoire : silence, complicité pour leurs profits, sur notre dos.

Michelle Dupony

## Manifestation mondiale (et bordelaise) contre Monsanto

Le 23 mai, un appel à manifester contre Monsanto a été relayé dans 400 villes de quarante pays pour protester contre les OGM, les pesticides, les produits chimiques de ce Trust américain dont le célèbre herbicide « Roundup » vient d'être classé comme « *cancérogène probable* » par l'OMS ! Dans le passé, un autre produit Monsanto, le « Posilac », hormone de croissance bovine, reconnue dangereuse pour la santé, n'a été interdite qu'après 15 ans de commercialisation ! Toujours pour mémoire, que dire de son herbicide le plus tristement connu, l'« Agent orange » utilisé par l'armée américaine lors de la guerre du Vietnam, responsable de cancers et malformations pour les populations... aujourd'hui encore !

Il s'agissait aussi de protester contre la mainmise de cette entreprise sur les semences, véritable privatisation du vivant avec toutes ses conséquences néfastes : les agriculteurs doivent en passer par ces semenciers qui ont breveté les graines ou les ont modifiées génétiquement les rendant stériles pour une réutilisation, une catastrophe pour les paysans des pays pauvres.

A Bordeaux, l'appel repris par les réseaux sociaux a largement mobilisé, en peu de temps, avec de 1000 à 1500 participant(e)s

dans un cortège animé et jeune, bien au-delà du « milieu militant » comme on dit, qui venaient exprimer de justes craintes, l'envie d'une autre société plus humaine et écologique.

Reste à trouver des perspectives politiques pour et avec celles et ceux qui se mobilisent. Il n'y a pas que Monsanto - qui comme disait un manifestant « *est un symbole* » des autres - mais bien le système capitaliste à combattre dans sa globalité, pour espérer enfin se débarrasser de ces exploiters pollueurs et affameurs !

J.R.



Au Burkina-Fasso, contre la mainmise de Monsanto sur les semences

## Juppé, « meilleur barrage contre le FN » ?

Un sondage récent organisé par *Le Parisien* a dû faire frétiller d'aise le maire de Bordeaux... Il devancerait largement Sarkozy à la primaire des « Républicains » (55 % contre 45 %), et battrait Hollande (58 % contre 42 %) ou M. Le Pen (67 % contre 33 %) à plate couture au second tour de la présidentielle de 2017. Du coup, pour *Sud-Ouest*, il deviendrait ainsi « le meilleur barrage contre le FN ».



Bientôt 20 ans...

## Talence : des centaines de manifestants contre l'impôt stationnement

A Talence, le dernier conseil municipal s'est tenu dans une ambiance passionnée : en effet, la majorité UDI tenait à faire passer son projet de parkings payants aux abords de la ligne du tramway dans les quartiers qui vont de Saint-Genès, Forum, Mairie jusqu'à l'entrée des facultés.

Le but : faire participer financièrement les Talençais au coût de l'installation des parcmètres (120 euros par an et par voiture), seule solution trouvée par la mairie au problème des voitures laissées la journée par ceux qui prennent le tramway pour se rendre à leur travail.

Après une soi-disant « concertation » menée en catimini dans des conseils de quartier, la municipalité a communiqué par lettre ouverte depuis mars sur l'avancée du projet, annonçant une entrée en fonction début juin. Ce qui a provoqué une vague de colère.

Un « collectif contre le stationnement payant » s'est constitué, regroupant un certain nombre des personnes qui s'étaient déjà mobilisées contre la fermeture de deux bureaux de poste à Talence et pour la réouverture de la gare de la Médoquine sur la ligne de ceinture.

Le soir du conseil, plusieurs centaines de personnes se pressaient dans la salle trop petite du conseil : des militants EELV, PS, FdG, NPA, Solidaires, etc, et de nombreux riverains ainsi que des commerçants en colère.

Après un début d'explication confus, le Maire obligé de venir s'exprimer à l'extérieur, la salle étant trop petite, a vite été interrompu à coups de sifflets et aux cris de « retrait du projet »,

Mais c'est oublier un peu vite que le meilleur atout du FN réside justement dans la politique de casse sociale menée hier par la droite et Sarkozy, aujourd'hui par Hollande et sa majorité. Juppé, avec sa posture de vieux sage au dessus de la mêlée, ne peut tromper que ceux qui le veulent bien. Premier ministre de Chirac (1995-97), ministre de l'Ecologie, de la Défense, puis des Affaires étrangères de Sarkozy, il a mis avec ardeur la main à la pâte. Et on peut être certain qu'il n'aura pas d'autre objectif, s'il devient Président de la république, que de poursuivre la politique antisociale de ses prédécesseurs... autrement dit de faire le lit du Front National !

La bonne solution pour faire barrage au FN et aux politiques de régression sociale ?

Celle qui a obligé Juppé à remballer son « plan » contre la Sécurité sociale de la fonction publique en décembre 1995 : toutes et tous ensemble dans la rue, par centaines de milliers !

*Daniel Mimvielle*

« halte au racket », « non à l'impôt stationnement ».

Après près d'une heure « d'échanges » et « d'explications » embrouillées (le maire s'engageant tour à tour à une baisse de l'abonnement, à consulter la population après une période de « test » de quelques mois...) la seule chose claire c'est qu'il refusait de revenir sur son projet, les travaux étant selon lui trop avancés.

Le conseil municipal qui devait commencer à 17h30 s'est finalement tenu à 20h, le maire rejoignant sous les huées les conseillers de sa majorité qui patientaient prudemment en retrait... Mais le collectif et la population ne comptent pas en rester là. D'autres réunions et initiatives sont prévues... (le site du collectif : <https://talenceracket.wordpress.com/>)

*Marc Thibault*

## SNCF : halte à la casse !

Une commission « d'élus et d'experts », présidée par un député PS, vient de pondre, à la demande de Valls, un rapport qui préconise la suppression de plusieurs trains Intercités et de nuit, pour cause de déficit chronique. En Aquitaine, cela concernerait les liaisons Bordeaux-Lyon, Bordeaux-Toulouse, Toulouse-Hendaye, ainsi qu'Hendaye-Paris pour les trains de nuit. Le trafic serait reporté sur les TGV et les TER qui roulent sur les mêmes lignes, ou encore sur

## Carton rouge !

« Dieu que le nouveau stade de Bordeaux est beau » s'est exclamé un Juppé lyrique lors de l'inauguration devant « 2000 invités triés sur le volet » rapporte la presse. L'endroit où il fallait être ce 18 mai autour du maire Juppé, de Rousset le régional et du secrétaire d'Etat aux sports, le dénommé Braillard. Tous là pour les photos, à tirer la couverture à soi de droite comme de gauche. Oubliées les polémiques passées et autres scandales. Place à la grande messe avec champagne, petits fours et autosatisfaction.

Ainsi donc, ce sont 42 000 places dont 4000 de luxe privatisées, pour 183 millions d'euros. Il est prévu qu'il serve 35 jours par an : 25 pour le foot et 10 pour d'autres activités.

Beaucoup de fric en jeu pour certains comme les constructeurs Fayat et Vinci, les dirigeants du club de foot M6, etc... Mais, lors du premier match, des problèmes de tremblements de la structure, de fissures au sol, de sièges cassés par dizaines (inadaptés, dangereux disent les supporters) et d'un portillon qui s'est ouvert sous le poids des supporters en ne faisant que quelques bobos sont venus gâcher la fête, déclenchant une procédure de crise. A suivre...

Il y a quelques semaines, 14 salariés espagnols travaillant sur le chantier, étaient en lutte car pas payés depuis 3 mois. Ils n'étaient pas dans les invités triés sur le volet pour la fête !

J.R.

## Rafale, la course à la guerre

Cela faisait 30 ans que Dassault attendait ça : le voyageur de commerce Le Drian et son chef de rayon Hollande ont réussi à vendre, coup sur coup, quelques dizaines de Rafale. La presse et les dirigeants politiques locaux ne tarissent pas de cocoricos : justice serait enfin rendue à ce « bijou de la technologie française », tout en se félicitant du fait que ce serait une aubaine pour l'emploi dans la région... Comme si on ne pouvait pas utiliser les connaissances technologiques et créer des emplois pour faire des productions utiles à la société au lieu d'engins destinés à détruire et répandre la mort !

Le « déblocage » des ventes du Rafale n'est pas le fruit des compétences de marchand de tapis de Hollande et Le Drian. Il résulte des affrontements géopolitiques qui ne cessent de s'exacerber sur l'ensemble de la planète.

Une course généralisée à l'armement se développe à grands pas, accompagnant les guerres ouvertes qui ensanglantent de nombreuses régions du monde, en



préparant de nouvelles pour s'arracher les marchés et contrôler les sources de matières premières.

Hollande et Le Drian profitent de cette fuite en avant pour vendre des armes pour le compte des Dassault et autres marchands de mort. Et, pris

dans cette même logique, ils ont mis un coup d'arrêt aux mesures de restriction des budgets militaires, annonçant un « effort supplémentaire » de 3,8 milliards d'euros au profit de l'armée : 600 millions de plus pour 2016, 700 millions en 2017, 1 milliard en 2018 et 1,5 milliard en 2019...

Ces milliards, pompés sur les autres budgets de l'Etat au détriment de la santé, de l'éducation, etc., iront essentiellement grossir les dividendes des marchands de canons.

Et des centaines de jeunes sans perspectives, trompés par la propagande de recrutement du ministère de la Défense, iront, eux, risquer leur peau dans les sales guerres que l'impérialisme français prétend mener au nom de la lutte contre le terrorisme..., en fait pour l'uranium du Niger, les réserves de pétrole ou de diamant en Afrique centrale.

D.M.

des lignes d'autocar, comme par exemple sur Toulouse-Hendaye et Bordeaux-Lyon. D'après les tenants du rapport, il serait d'ailleurs plus rapide et confortable de faire Hendaye-Paris en bus de nuit que dans une couchette SNCF... Et la commission insiste sur l'urgence qu'il y aurait à agir...

Après la suppression d'une multitude de petites lignes, après le bradage au privé du service de fret, c'est un nouveau coup qui se prépare contre le service public ferroviaire, contre l'environnement et contre la sécurité routière. Sous prétexte de non rentabilité, de nouvelles lignes vont disparaître, contraignant les

utilisateurs à prendre les trains à grande vitesse, qui desservent bien moins de gares, ou des TER... dont les déficits éventuels sont à la charge des Régions qui en sont gestionnaires.

Quant aux lignes d'autocars qui seraient mises en place, elles sont la concrétisation d'un des aspects de la loi Macron, l'ouverture aux sociétés privées d'autocar des grandes lignes de transport en commun. La suppression de lignes de train : des perspectives bien juteuses pour le patronat du transport !

D.M.

## Fête de Lutte ouvrière 2015 à Presles : un cadre fraternel, des débats à poursuivre

Comme chaque année à Presles, pendant le week-end de la Pentecôte, près de 30 000 militants et sympathisants se retrouvent pour la fête de LO. « Plus grande fête d'extrême-gauche » disent certains. Pour quelqu'un qui fait sa première fête, c'est forcément un pari réussi : forums politiques sur des thèmes divers et variés, conférences et mini-conférences scientifiques très pédagogiques qui permettent au profane de se cultiver sur des sujets pointus, spécialités culinaires... Et aussi l'occasion de retrouver des camarades de toute la France.

Les milliers de militants ou de sympathisants de LO sont mis à contribution pour aider à l'organisation, impeccable, qui permet à tous les participants de profiter pleinement des différentes activités. Pour LO c'est aussi l'occasion d'avancer auprès de ses militants et sympathisants son orientation. Que ce soit lors des allocutions de Nathalie Arthaud, lors du traditionnel débat LO-NPA ou lors de discussion individuelle avec des militants. Bien sûr, sur bien des points nos analyses sont communes. Mais les perspectives amènent à débattre. Lutte ou-

vrière répète à satiété que la seule boussole c'est de tenir les idées du communisme. Avec cette boussole là, la seule tâche valable pour les révolutionnaires est de recruter coûte que coûte, un par un, des militants ouvriers communistes révolutionnaires jusqu'à atteindre un certain nombre pour former un parti. Car selon LO, sans ça, rien ne sert de courir les luttes puisque de toute façon les révolutionnaires sont trop faibles pour combattre politiquement les bureaucraties syndicales et les réformistes. Cette orientation est paralysante.

Ainsi, lorsque le NPA propose, durant le débat, que LO et le NPA se rencontrent pour voir comment il serait possible d'additionner les forces des révolutionnaires dans les luttes (par exemple contre la réforme du collège), LO ne peut que répondre... que la seule chose à faire aujourd'hui est de recruter un par un des militants ouvriers communistes révolutionnaires. Forcément, l'allocution d'Arthaud a des côtés atemporels. On a du mal à voir l'étape entre la résignation générale décrite par LO et la société communiste pour laquelle il faut se battre. Mais le débat doit plus que jamais rester ouvert.

François (comité Jeunes Bordeaux)

## Projection-débat : « 8 mai 45, quand l'impérialisme français massacrait en Algérie »

Nous nous sommes retrouvés des jeunes et moins jeunes, des militants ou pas, du NPA, de LO, autour du film « *Un certain 8 mai 45* » réalisé par Mehdi Lallaoui et Bernard Langlois en 1995.

Nous avons choisi le 7 mai pour commémorer à notre manière le 8 mai 45 qui a été tant la fin de la 2<sup>ème</sup> grande bouche-rie mondiale que le début du massacre de milliers d'Algériens révoltés contre la puissance coloniale française dans la région de Constantine, à Sétif, Guelma et Kherrata.



Les hommes qui se sont soulevés en Algérie, dont certains étaient des soldats « français », voulaient profiter de l'affaiblissement de la Métropole française occupée puis en guerre, de leur expérience et d'armes acquises durant le conflit, pour en finir enfin avec leur statut de sous-hommes.

Ils étaient encouragés de plus par les discours du gouvernement américain et de de Gaulle qui n'avaient que le mot liberté à la bouche, même si c'était pour mieux continuer à dominer le monde.

Mais lorsqu'ils se sont soulevés pour prendre réellement leur destin en main, le gouvernement du CNR, dont le ministre de l'Air était le communiste Charles Tillon, a fait tirer sans sommation sur des milliers d'entre eux, ratisant le Constantinois du 8 mai jusqu'à fin juin 45, faisant même appel à la marine et à la Légion. Il y aurait eu entre 30 000 et 45 000 morts.

Dans le débat, nous étions étonnés par l'ampleur de la répression – allant jusqu'à utiliser des fours à chaux pour brûler les corps des victimes sans armes, pour la plupart-, par l'attitude patriotarde du mouvement ouvrier, le PC traitant les insurgés de « *comploteurs pour l'Allemagne* ». Mais aussi et surtout par le caractère méconnu voire tabou de cette histoire, la nôtre !

M. C.

## Etat islamique, intégrismes, régimes despotiques au Moyen-Orient :

### les enfants monstrueux de l'impérialisme. Quelles perspectives pour les peuples ?

Le 30 mai, le NPA 33 organisait une réunion-débat sur ce thème. Nous reproduisons ci-dessous l'introduction de l'exposé qui sera bientôt en intégralité sur notre site.

La situation au Moyen-Orient est la conséquence sans doute la plus aigüe du chaos que répand partout la mondialisation capitaliste. Dans cette situation de chaos extrême, le retour en force de la religion et de son expression politique, l'intégrisme religieux, jouent, notamment dans cette région, le rôle de légitimation de l'ordre capitaliste, quand celui-ci apparaît incapable d'incarner le moindre progrès humain.

C'est ainsi qu'au nom de la religion, l'Etat islamique s'empare d'un territoire toujours plus vaste au carrefour de l'Irak, de la Syrie, de l'Iran et de la Turquie. Il l'organise, le contrôle, en exploite les richesses et les travailleurs, en utilisant les méthodes de terreur empruntées à la fois aux groupes terroristes religieux et à l'Etat despotique de Saddam Hussein.

Ce chaos généralisé frappe aussi les vieilles citadelles impérialistes, les attentats du 7-8-9 janvier en ont été une répercussion brutale, comme aussi la fascination que peuvent exercer les groupes terroristes sur quelques centaines de jeunes qui partent laisser leur peau dans une lutte sans avenir.

Il sera bien sûr impossible de revenir dans cet exposé sur chacune des crises politiques qui frappent les peuples du Moyen-Orient. Il s'agit plutôt de discuter d'une compréhension générale de ce qui se joue dans cette région, avec comme fil conducteur principal, une constante depuis un peu plus d'un siècle maintenant, l'utilisation par les pays riches,

les puissances impérialistes, de politiques de division et de déstabilisation pour conserver un contrôle sur cette région et continuer à piller sa richesse principale, le pétrole. On pourrait presque résumer cette politique impérialiste ainsi : « à chaque problème, une déstabilisation ».

L'autre fil conducteur, celui qui nous intéresse tout particulièrement, car c'est le seul qui ouvre une perspective d'avenir, c'est celui des résistances des peuples, des travailleurs, et on verra tout au long de cette histoire, qu'elles ont été nombreuses, et que le soulèvement populaire du « Printemps arabe » est loin d'avoir fini son œuvre.

Pillage impérialiste et déstabilisations politiques, voilà les principales causes de la constitution de régimes despotiques, qu'ils soient militaires, nationalistes, dynastiques ou religieux ; principales causes aussi du développement de courants intégristes, qui sont avant tout des organisations politiques qui veulent le pouvoir.

Notre exposé commencera par une description de la situation actuelle, puis on reviendra sur l'histoire de la région, vue à travers l'histoire de la concurrence sans limite pour le contrôle du pétrole. On abordera ensuite le rôle de l'intégrisme religieux. Et on terminera, sans prétendre conclure, par quelques questions sur les perspectives pour les peuples.

F.M.



**Samedi 20 juin à 10h, au local du NPA**

**99, rue Camille Sauvageau - Bordeaux**

**prochaine réunion - débat du NPA**

**Laïcité, religion et mouvement ouvrier**

**A voir**

# La loi du marché

Film de Stéphane Brizé

Thierry a 51 ans. Après toute une carrière d'ouvrier dans la même boîte, il s'est retrouvé licencié comme tous ses collègues, victimes de la loi du marché capitaliste qui exploite et jette les travailleurs au gré de ses intérêts.

Cela fait 14 mois et il baisse les bras, par lassitude, « pour ma santé mentale », dans la bagarre syndicale menée pour faire payer le salaud de patron qui les a mis dehors. Cela donne une séquence très forte avec entre autres Xavier Mathieu ancien de Conti dans le rôle du syndicaliste !



Thierry vient de faire un stage de grutier, un de ces stages que propose Pôle emploi aux chômeurs faute de proposer des emplois inexistants. Il arrive en fin de droits bientôt et veut à tout prix décrocher un emploi pour continuer à vivre normalement avec sa femme et leur fils handicapé qui a besoin d'aide, financière aussi, pour ses études. C'est toute la première partie du film avec l'entretien d'embauche par Skype, l'abêtissement des jeux de rôles organisés par Pôle emploi pour apprendre à se vendre, les rendez vous avec la banque qui l'enfoncé encore plus par des conseils pleins d'inhumanité.

Viendra l'embauche de vigile dans un supermarché avec ses caméras contre les pauvres et les salarié(e)s du magasin, ses collègues de travail...

Le film dont Vincent Lindon est le seul acteur professionnel, tourné en longs plans séquences, laisse les situations se dérouler sur la durée, donnant un réalisme et une force énorme à ce que dégagent les personnages comme sentiments, jusque dans les silences, les regards.

Lindon et Brizé revendiquent un film militant et l'acteur a salué son prix à Cannes comme « un acte politique » du jury et l'a dédié « aux citoyens laissés pour compte ». Ce film va avoir un grand succès populaire cent fois mérité.

Il arrive au moment où le gouvernement ressort la sale propagande contre les chômeurs qu'il faut absolument contrôler plus ! Cela permet de combattre tous ces mensonges, ces contre-vérités insupportables. Vraiment une « œuvre » d'utilité publique !

J.R.

## 7<sup>e</sup> université d'été du NPA

du  
DIMANCHE 23 AOÛT

du  
MERCREDI 26 AOÛT



Dans le village vacances  
de Rives des Corbières  
à Port-Leucate, près de Perpignan

Accueil à partir du samedi 22 après-midi,  
départ le jeudi 27 après le petit déjeuner

Renseignements sur le site :  
<http://www.npa2009.org>